

Audience publique du 17 mai 2006
=====

Requête introduite par
Monsieur ..., ...
en matière de nomination d'un commissaire spécial

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 20388 du rôle, déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., ingénieur technicien, demeurant à L-..., tendant à la nomination d'un commissaire spécial en vue de l'exécution du jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004 inscrit sous le numéro 17713 du rôle ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 21 décembre 2005 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2006 par Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

Par requête déposée le 9 mars 2004 au greffe du tribunal administratif et inscrite sous le numéro 17713 du rôle, Monsieur ... fit introduire un recours en réformation à l'encontre d'un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995, émis le 19 juin 2003 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 à l'égard de sa défunte mère, Madame

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre ledit bulletin d'impôt s'est soldé par un jugement rendu par le tribunal administratif en date du 14 octobre 2004, aux termes duquel le tribunal a déclaré le recours en réformation irrecevable en ce qu'il tendait à la restitution d'un trop-perçu d'impôt et a annulé ledit bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995.

Ledit jugement n'ayant pas été frappé d'appel, Monsieur ... s'adressa par courrier du 3 décembre 2004 au directeur de l'administration des Contributions directes, pour l'informer que le prédit jugement avait acquis autorité de chose jugée et l'invita à « *procéder à la*

liquidation de la présente affaire en conformité aux décisions intervenues et mentionnées au dispositif du jugement prémentionné » pour le 31 décembre 2004 au plus tard.

Le 4 mai 2005, le bureau d'imposition Luxembourg 6 émit à l'égard de Madame Berthe ...-... un bulletin rectificatif de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995 « *suivant jugement du tribunal administratif* ».

Par requête déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a introduit une demande, sur base de l'article 84 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, afin de voir désigner un commissaire spécial pour « *prendre les décisions qui s'imposent aux lieu et place de l'autorité compétente* », qui serait restée en défaut d'exécuter le jugement du 14 octobre 2004 (n° 17713 du rôle).

A l'appui de sa requête, le demandeur fait valoir que l'autorité compétente n'aurait pas donné une « *suite conforme* » audit jugement du 14 octobre 2004 et ce malgré son rappel du 3 décembre 2004 et sollicite que ledit jugement soit renvoyé au bureau d'imposition compétent.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève en premier lieu l'irrecevabilité de la demande tendant à voir renvoyer le jugement dont s'agit devant le bureau d'imposition compétent, au motif que le tribunal aurait vidé l'instance par le jugement du 14 octobre 2004, de sorte qu'il ne pourrait pas être amené à se saisir à nouveau de l'affaire.

Il soutient ensuite que le bulletin d'impôt du 19 juin 2003 aurait été annulé sans que le tribunal ne prononce le renvoi de l'affaire devant l'autorité compétente, de sorte qu'il n'y aurait pas lieu de procéder à la nomination d'un commissaire spécial, dans la mesure où, aux termes de l'article 84 de la loi précitée du 7 novembre 1996, la nomination d'un commissaire spécial ne serait prévue que pour autant que la juridiction ait renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur fait valoir que si on admettait, comme le soutient le délégué du gouvernement, que ledit jugement du 14 octobre 2004 n'a pas prononcé le renvoi de l'affaire devant l'autorité compétente, il serait incompréhensible qu'un bulletin d'impôt rectificatif aurait alors été émis en date du 4 mai 2005 par le bureau d'imposition compétent, étant relevé que le bulletin d'impôt du 19 juin 2003 avait été annulé sur base de la prescription quinquennale.

En ordre subsidiaire, le demandeur sollicite la condamnation de l'administration des Contributions directes à une astreinte sur base de l'article 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives « *quant à l'exécution correcte du jugement du 14 octobre 2004 (n° 17713 du rôle)* » voire l'annulation du bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995 du 4 mai 2005 compte tenu de la prescription quinquennale.

Pour le surplus, il sollicite encore la production du dossier administratif sur base des articles 8 (5) de la loi précitée du 21 juin 1999 et des articles 280 et 281 du nouveau Code de procédure civile, sinon de voir « *en ordre subsidiaire enjoindre à l'Administration (...), sous peine d'astreinte, le versement du dossier intégral dans un bref délai à impartir* ».

L'article 84 de la loi précitée du 7 novembre 1996 dispose que : « *Lorsqu'en cas d'annulation ou de réformation, coulée en force de chose jugée, d'une décision administrative qui n'est pas réservée par la Constitution à un organe déterminé, la juridiction ayant annulé ou réformé la décision a renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente et que celle-ci omet de prendre une décision en se conformant au jugement ou à l'arrêt, la partie intéressée peut, à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du prononcé de l'arrêt ou du jugement, saisir la juridiction qui a renvoyé l'affaire en vue de charger un commissaire spécial de prendre la décision aux lieu et place de l'autorité compétente et aux frais de celle-ci. La juridiction fixe au commissaire spécial un délai dans lequel il doit accomplir sa mission. La désignation du commissaire spécial dessaisit l'autorité compétente* ».

Il se dégage du libellé clair et précis de l'article 84 précité que différentes conditions doivent être cumulativement réunies pour que la nomination d'un commissaire spécial soit possible, l'une de ces conditions étant que la juridiction ayant annulé ou réformé la décision administrative litigieuse ait renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente.

Dans la mesure où le tribunal administratif suivant jugement précité du 14 octobre 2004 a annulé le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995 émis le 19 juin 2003 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 à l'égard de Madame ... sans renvoyer l'affaire devant le bureau d'imposition compétent, l'une des conditions pour la nomination d'un commissaire spécial fait dès lors défaut, de sorte qu'il y ait lieu de rejeter la demande.

Quant à la demande tendant à voir prononcer le renvoi du jugement litigieux du 14 octobre 2004 devant le bureau d'imposition compétent, dans la mesure où le jugement litigieux du 14 octobre 2004 n'a pas renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente, le tribunal ne saurait y faire droit sous peine de heurter l'autorité de chose jugée qui s'attache audit jugement.

Pour le surplus, il appert encore des pièces versées en cause que le 4 mai 2005, le bureau d'imposition Luxembourg 6 a pris une décision en exécution dudit jugement du 14 octobre 2004 en émettant à l'égard de Madame Berthe ...-... un bulletin rectificatif de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995. En présence de cette nouvelle décision, les conditions pour la nomination d'un commissaire spécial ne sont en tout état de cause pas remplies, l'examen de la question de savoir si cette décision est conforme en tous points audit jugement étant à effectuer dans le cadre d'un recours à diriger, le cas échéant, contre ladite décision.

Au vu de l'issue du présent litige, la demande en vue de la production du dossier fiscal n'est pas fondée et doit être rejetée.

Quant à la demande en vue de prononcer une astreinte à l'égard de l'administration des Contributions directes, il y a lieu de relever que l'astreinte constitue une mesure tenant à des droits civils que le tribunal n'est pas compétent à ordonner.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;
reçoit la requête en nomination d'un commissaire spécial en la forme ;
la déclare non fondée et en déboute ;
rejette la demande en vue de la production du dossier fiscal ;
se déclare incompétent pour connaître de la demande en condamnation à une
astreinte ;
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schroeder, premier juge,
M. Spielmann, juge,
Mme Gillardin, juge

et lu à l'audience publique du 17 mai 2006 par le premier juge en présence de M. Legille,
greffier.

LEGILLE

SCHROEDER